

Cinq propositions pour plus de justice

À chaque étape de la crise du Covid-19, les parlementaires socialistes ont cherché à être utiles. Mais, être utiles lorsqu'on est dans l'opposition, ne consiste pas à abandonner ses convictions, mais au contraire à refuser la critique systématique et à avancer des propositions à même d'améliorer l'action du gouvernement. Encore faut-il ne pas se retrouver face à un mur.

En effet, tout le monde s'accorde à reconnaître que cette crise révèle les inégalités mais rien n'est fait pour les réduire. On ne sent pas la volonté de ce gouvernement de se retrousser les manches et de faire vraiment progresser la justice sociale.

C'est pourquoi Olivier Faure a avancé cinq propositions.

D'abord, comme le demande l'ensemble de la gauche, l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. **« Les nouvelles règles que vous avez posées vont avoir des effets dévastateurs, notamment pour ceux qui n'ont pas pu travailler du fait de la crise sanitaire »**, a prévenu Olivier Faure. Allez-vous leur imposer la double peine ? Ou allez-vous renoncer définitivement à votre réforme de l'assurance chômage ?

Ensuite, la prolongation du chômage partiel. Tous les Français ont pu constater que les déclarations se suivent sans se ressembler. **« Allez-vous maintenir le chômage partiel dans sa forme actuelle, sans dégressivité, au-delà du 1^{er} juin, y compris pour les parents qui ne souhaitent pas le retour de leurs enfants à l'école ? »**, a clairement demandé le Premier secrétaire du Parti Socialiste.

Les aides d'urgence doivent être maintenues pour les personnes précaires.



Pour un volet social au plan de relance

La pauvreté n'a pas commencé à se déconfiner depuis cette semaine.

Il faut instituer un « droit aux vacances » et à l'accompagnement scolaire pour les enfants qui en ont besoin. **« Pourquoi ne pas financer pendant les grandes vacances des "emplois jeunes" pour les accompagner, y compris sur le plan scolaire, pour aborder la rentrée dans de meilleures conditions ? »**, a proposé Olivier Faure.

Enfin, sa dernière proposition tient en un seul mot : justice. **« Les plus riches doivent être ceux qui contribuent le plus. »**

On ne peut pas parler d'une fin de non-recevoir puisqu'Édouard Philippe est poli et bien élevé. Cependant, il ne faut pas espérer la prolongation du chômage partiel dans sa forme actuelle. La réforme de l'assurance chômage n'est qu'ajournée, pas supprimée. Et pour les emplois jeunes, l'ancien cadre de l'UMP ressort son argumentaire idéologique pour expliquer que, de toute façon, ça ne marche pas.

Au final, compte tenu de ces réponses et de l'impréparation manifeste du déconfinement, les socialistes n'ont pas voté le texte proposé par le gouvernement.



Effet cliquet

« On a déjà été bien bons avec les mesures de chômage partiel, il faudrait maintenant penser, d'une manière ou d'une autre, à rembourser ». Voilà en substance le message que les libéraux font passer après le déconfinement. Alors même que le choix du 11 mai répondait plus à des considérations économiques que sanitaires.

Compte tenu de l'ampleur de la pandémie, il faudrait accepter de sacrifier des libertés fondamentales commencent à expliquer les dirigeants de start-up toujours prêts à conquérir quelques marchés.

C'est bien maintenant qu'il faut tenir bon et refuser les reculs des droits sociaux et des libertés, même s'ils sont présentés comme temporaires. Car tout le monde sait bien que nous serions confrontés à un effet cliquet qui empêcherait tout retour en arrière.

Avant de ponctionner les salaires et les congés des salariés, regardons comment les autres revenus contribuent à la solidarité nationale. Et pour les libertés individuelles, sachons rester fermes sur les principes.

LABOCEA : un outil précieux

En général on ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure, ni des entreprises qui répondent aux attentes de leurs clients. Et pourtant... Si LABOCEA est en mesure aujourd'hui de participer activement à la lutte contre le Covid-19, c'est parce que, lorsqu'il était président du Conseil général du Finistère, Pierre Maille a voulu préserver et développer le laboratoire départemental d'analyses et que Nathalie Sarrabezolles a poursuivi le même cap.



Roger Mellouët, vice-président de LABOCEA

À l'origine. Il y avait le LDA, (Laboratoire Départemental d'Analyses) du Finistère. Il a fusionné avec son homologue des Côtes d'Armor et le laboratoire de Brest métropole. Le LDA d'Ille-et-Vilaine a rejoint la nouvelle structure quelques temps après, donnant naissance au premier laboratoire d'analyses de France.

« Tous les départements ne sont pas obligés d'avoir un laboratoire d'analyses », précise Roger Mellouët, vice-président de LABOCEA, représentant du Conseil départemental du Finistère. **« C'est Pierre Maille qui avait décidé de conserver une structure publique. »**

En effet, compte tenu de l'importance de l'agroalimentaire dans l'économie du Finistère, il était capital, pour les agriculteurs comme pour les transformateurs, de pouvoir compter sur une structure d'analyses publique. Car on est bien dans un domaine où l'intérêt général doit prévaloir et où la recherche du profit peut générer des catastrophes.

« Ce laboratoire public et indépendant se révèle aujourd'hui particulièrement précieux. »

Pour se prévaloir d'une qualité irréprochable et obtenir ainsi la confiance de leurs clients, les agriculteurs bretons peuvent faire état des analyses de LABOCEA.

Dès le début de la crise du Covid-19, LABOCEA a cherché à mettre les compétences de ses personnels et de ses équipements au service du public.

La première action consiste à effectuer, les analyses PCR Covid-19 (dites « tests

virologiques ») dont le but est de détecter si une personne est infectée par le virus. La capacité actuelle de LABOCEA, s'élève à 2000 tests par jour pour la détection du génome du SARS-CoV-2. Ceci positionne LABOCEA comme le deuxième opérateur en Bretagne, après le CHRU de Rennes, au travers des sites de Fougères, Ploufragan et Quimper. À la différence des laboratoires hospitaliers, ainsi que des laboratoires d'analyses de biologie médicale, LABOCEA se concentre sur la seule phase analytique.

Grâce à son savoir-faire et à ses équipements, le laboratoire public a très rapidement été en capacité de produire du gel hydroalcoolique, depuis son site de Ploufragan. Il approvisionne les collectivités de Bretagne, les professionnels et les pharmacies.



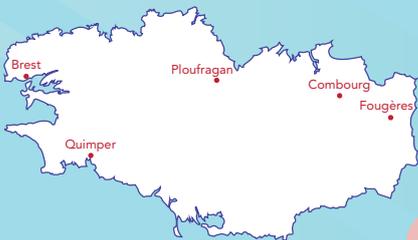
LABOCEA produit du gel hydroalcoolique

Il est de bon ton de chercher, rétrospectivement, les erreurs des responsables politiques. Il est moins courant de mettre en exergue leurs décisions visionnaires. Et pourtant, elles peuvent se révéler salvatrices dans des moments comme ceux que nous vivons aujourd'hui.

Les missions de LABOCEA



Laboratoire public
Conseil, Expertise et Analyse en Bretagne



Présent sur toute la Bretagne

Les 560 salariés travaillent sur cinq sites en Bretagne (20000 m² de plateau technique).



Garantir la qualité des productions agricoles

LABOCEA effectue des analyses sur les productions animales et végétales attestant ainsi de leur qualité.



Un contrôle de l'eau

LABOCEA effectue aussi des analyses pour garantir la qualité de l'eau.



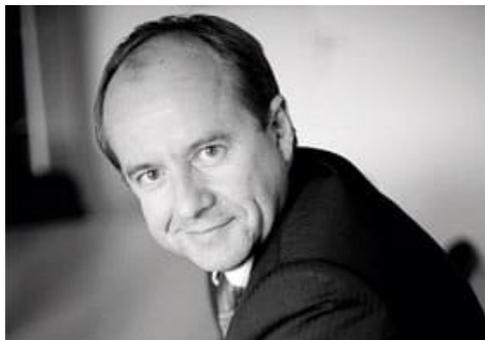
Veille sanitaire

Des analyses sont aussi effectuées sur des animaux sauvages pour prévenir des épizooties.

Priorité aux idées

Pendant le confinement, la réflexion et le débat d'idées se poursuivent au PS. Même si les locaux sont encore fermés, les réunions se tiennent en visio-conférences et internet permet la diffusion et le partage de Tribunes.

« **L**a parole du PS, si elle n'infuse pas immédiatement, est plus présente chaque semaine », s'est félicité Yohann Nédélec, en préambule, de la visio-conférence qui a réuni le secrétariat et le bureau fédéral, le 2 mai. Pour le Premier secrétaire fédéral, il faut souligner cette montée en puissance voulue et accompagnée par Olivier Faure, alors qu'en 2018, les médias ne pensaient même plus à contacter le PS. **« Maintenant, il n'y a pas deux jours sans que notre Premier secrétaire ne soit pas invité. Ce n'est pas pour brasser du vent ou faire du bruit avec sa bouche, mais pour expliquer une vision du travail en commun de ce que peut faire la gauche »,** a précisé le Premier secrétaire fédéral.



Régionaliser la santé ?

Les socialistes réclament un plan de relance au gouvernement, mais s'imposent pour eux-mêmes un plan des idées. Et en Bretagne, le BREIS, qui permet d'associer toutes les fédérations, semble la structure la plus adaptée pour cet exercice.

Compte tenu de l'actualité brûlante, les socialistes bretons vont d'abord se pencher sur le dossier de la santé et poser de manière directe la question de sa régionalisation.

La réflexion s'engagera autour d'une note rédigée par Jean-Jacques Urvoas qui met en lumière les paradoxes de notre système de santé.

« La France est le seul grand pays d'Europe où le maintien d'une maternité à Guingamp (6 674 habitants)



Le PS de plus en plus présent

remonte jusqu'au ministre de la Santé en personne. Mais pourtant quand une catastrophe sanitaire défie notre système de soins, l'État ne peut réagir sans le soutien actif des collectivités territoriales », note l'ancien Garde des Sceaux.

C'est tout le paradoxe qui structure notre architecture sanitaire et que met puissamment en lumière le Covid-19 : depuis 2009, date de création par la loi des Agences Régionales de Santé, l'État reconnaît que l'échelon régional est pertinent pour organiser la nécessaire régulation du système de soin sans pour autant qu'y soient associées pleinement des collectivités qui maillent le territoire.

C'est par visio-conférence que sera organisé le débat sur la régionalisation du système de santé à l'occasion d'une conférence militante dont la date reste à déterminer.

« Il y a quelques mois, le PS n'était même pas invité. Maintenant Olivier Faure est interviewé tous les deux jours. »

D'autres contributions permettent de nourrir le débat. Elles défendent toutes le développement du service public et le renforcement du rôle de l'État.

« Pour l'industrie, la priorité a été donnée dans les années 60 et 70 à l'aéronautique, au nucléaire. Nous avons perdu pied dans le machinisme, la machine outils », rappelle Tino Kerdraon. **« L'Allemagne, la Chine et d'autres pays émergents en ont profité. Parallèlement, dans la fabrication des différents produits, nous sommes dépendants de différents pays, surtout la Chine qui fabrique des composants qui nous sont indispensables à la réalisation de nos productions. C'est particulièrement vrai pour nos**

médicaments. » Pour l'ancien député de Brest, nous avons besoin de renouer avec la planification afin de ne pas laisser le profit et le libéralisme exacerbé dominer le monde et en ce qui nous concerne particulièrement, la France et l'Europe.

« Nous avons besoin de renouer avec la planification. »

Dans une Tribune publiée le 29 avril, Gwenegan Bui préconise aussi une réindustrialisation du pays. **« La relocalisation de la production en Europe, la souveraineté assumée et la maîtrise publique de secteurs stratégiques, comme l'organisation de leurs territoires ne seront bientôt plus des gros mots mais des politiques publiques qui s'imposeront ».** Pour le conseiller régional, la Bretagne, de par sa géographie, reste la région la plus adaptée. **« Elle n'a qu'un voisin : la mer. Elle n'est pas terre de passage, ni terre de concentration de populations. Son relatif éloignement de la banane bleue lui a octroyé un décalage salutaire face à la progression nationale de la pandémie. C'est ce temps, ce décalage qui est et sera alors à mettre au service du pays pour renforcer nos défenses collectives. »**

Son territoire, ses ouvriers, ses ingénieurs offrent une capacité de production qu'un État stratège doit valoriser pour l'avenir. Un nouveau pacte productif devra se nouer entre l'État, les industriels et les régions à l'issue de cette pandémie. La Bretagne doit devenir une terre de production pharmaceutique pour créer cette redondance vitale. Elle en porte déjà quelques trop rares fleurons. »

La crise du Covid-19 est loin d'être terminée et elle appelle de nouvelles réponses. Aux socialistes de contribuer à cette réflexion collective.



La Bretagne a des atouts à faire valoir

Agenda

Retrouvez-nous sur



La semaine prochaine il n'y aura pas de numéro de Cap Finistère.

Le n°1313 arrivera donc dans votre boîte mail le vendredi 29 mai. Merci d'en prendre note !

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1312 - Vendredi 15 mai 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

Gauche : cessons les chamailleries

Gabrielle Siry

Il faut rendre à la puissance publique les moyens d'investir, d'anticiper, de réduire les inégalités et de protéger les citoyens. À la sortie du confinement, la gauche n'a jamais été aussi unie autour de ces évidences, nous explique Gabrielle Siry, porte-parole du Parti Socialiste.

Cap Finistère : Ce n'est pas trop compliqué d'être porte-parole du Parti Socialiste dans une période où les consignes du gouvernement peuvent changer en quelques heures ?

Gabrielle Siry : Plutôt qu'être dans la polémique, nous avons choisi au contraire de mettre en avant nos propositions, portées par nos parlementaires, et de rendre visibles les problématiques de celles et ceux qu'on ne voit pas suffisamment : les étudiants précaires, les personnes souffrant de la faim, les professions très féminisées comme les aides-soignantes ou les hôtesses de caisses.

Les changements de braquet quotidiens du gouvernement ne sont pas très intéressants. Et, de toutes façons, il faudra attendre la fin de la pandémie pour en tirer les conséquences. Il est en revanche essentiel de répondre tout de suite aux vulnérabilités que le confinement a révélé. C'est-à-dire, des difficultés qui existaient, qui ne faisaient pas la Une des médias mais qui ont été exacerbées durant les dernières semaines. Je pense notamment à la précarité étudiante, mais aussi aux violences conjugales qui ont augmenté d'un tiers. Pour y répondre l'association « Droit d'urgence », en partenariat avec la mairie du 18^e arrondissement, a mis en place une application pour venir en aide aux victimes.

De manière générale, nos élus locaux ont été en première ligne dans la gestion de la crise sanitaire (distribution de masques, stratégies de dépistage) et dans la protection des plus modestes (allocations spécifiques, pour les familles modestes par exemple). Voilà le type d'initiative qu'il faut mettre en avant si on veut vraiment être utile.

Une autre problématique qui s'est fait jour, c'est celle de l'école à la maison qui s'est trop souvent traduite par une augmentation de la charge mentale déjà très forte. Des centaines de milliers de femmes ont dû endosser le rôle d'enseignante en plus de leur double journée, professionnelle et familiale.

Cap Finistère : La gauche se retrouve autour de cette volonté de renforcer le rôle de l'État, dans tous les domaines.

Gabrielle Siry : Absolument. Le rôle de l'État est central pour répondre à la crise, soutenir l'économie ou protéger les plus vulnérables. La crise a mis en évidence nos faiblesses dans

une économie mondialisée où, en déléguant à d'autres la production de masques, nous avons perdu notre indépendance. J'ai signé, avec d'autres responsables de gauche, une Tribune pour le fret ferroviaire public. Voilà un exemple de ce que devrait développer un État stratège, surtout dans un contexte de transition écologique. Nous disposons là d'un outil pour limiter le nombre de camions sur les routes et pour irriguer des zones rurales qui se désertifient.

Sur le sujet de la transition écologique et sociale, alors qu'il en avait la possibilité, le gouvernement n'a même pas conditionné son aide de 20 milliards aux entreprises. D'autres pays, comme le Danemark, ont limité leurs interventions aux entreprises qui ne sont pas présentes dans des paradis fiscaux ou qui ne participent pas à des actions qui contribuent au réchauffement climatique ou à la réduction de la biodiversité. D'autres, comme en Espagne, ont interdit les licenciements pendant la crise.

Nous avons besoin d'une puissance publique sociale, stratège et investisseur : cela inclut l'État mais aussi les collectivités locales qui représentent deux tiers de l'investissement public. C'est la gauche qui pourra lui porter toutes ces dimensions.

Cap Finistère : Comment expliquer le rapprochement entre les formations de gauche qu'on constate depuis quelques semaines ? Est-il durable ?

Gabrielle Siry : J'y vois plusieurs raisons. La plus importante est bien sûr le contexte et l'origine de la crise que nous traversons et qui met en évidence la nécessité de redonner à la puissance publique les moyens d'anticiper et de répondre aux crises et de protéger les citoyennes et les citoyens.

Mais il faut aussi se souvenir des résultats des Municipales, deux jours seulement avant le confinement qui ont clairement démontré que la gauche unie constitue bien une alternative crédible.

Je pense que ce mouvement est durable. Avec toutes les Tribunes et les meetings communs auxquels nous participons, j'ai la conviction que la gauche, dans sa diversité, a pris conscience de la gravité de la situation. Compte tenu des attaques qui se préparent contre les salariés, en particulier sur la question du temps de travail, le temps n'est vraiment plus aux chamailleries.

